



**Groupe d'Action des Organisations de la Société Civile pour la Défense  
de la constitution du 30 mars 2016**

**Coordination**

\*\*\*\*\*

**Porte-parole**

\*\*\*\*\*

**N°04 /G-16/CN/PP.22**

**Propos liminaires de la conférence de presse alerte du G-16 sur le  
projet en cours de changement de la Constitution et les velléités  
d'ingérence politique du Rwanda en République centrafricaine**

Centrafricaines, Centrafricains

Chers professionnel(les) des médias

C'est avec une détermination toujours aussi ferme que le G-16 revient aujourd'hui vers vous afin de faire le point sur la très préoccupante évolution de la situation politique en Centrafrique.

En effet, il y a précisément un mois, nous vous avons invité, dans cette même salle, afin de prendre part à la conférence marquant la création de notre plateforme. Cette première sortie médiatique était surtout marquée par des analyses juridiques et sociopolitiques pertinentes de la situation de notre pays. Des analyses qui, vous le savez, ont créé le déclic de la mobilisation des forces vives de la Nation face au projet *mortifère* et *crisogène* de modification de la Constitution.

Qu'il nous soit permis de dire ici que la nécessaire sortie du G-16 a aussi favorisé un réel débat citoyen au sujet du projet de modification de la Constitution, allant de l'analyse soutenue des praticiens du droit de notre pays aux grandes voix du monde académique. C'est pour nous l'occasion de féliciter entre autres compatriotes le **Pr Jean-François AKANDJI-KOMBE**, **Dr Dominique Désiré ERENON**, **Me Arlette SOMBO-DIBELE**, **le Magistrat Joseph BINDOUMI**, dont l'activisme médiatique ont permis de faire changer de fusil d'épaule aux *mauvais génies* de l'anticonstitutionnelle démarche de tripatouillage de la Constitution.

Vous l'aurez sans doute compris, aujourd'hui, de son projet initial de « **modification de la Constitution** », le régime est passé à celui de « **changement de la Constitution** », ce qui en dit long de la force des arguments magistraux de nos Constitutionnalistes, qui ont démontré que

l'actuelle Constitution contient des dispositions indémontables, notamment celles qui touchent au nombre et à la durée des mandats présidentiels.

Il n'y a pas à s'en cacher. Ceci est déjà une franche victoire pour tous les **Démocrates**. Le changement de langage des porteurs éhontés de cette initiative antinationale, anticonstitutionnelle et antidémocratique, témoigne par ailleurs de leur inconsistance politique et juridique.

Bref, point n'est besoin d'épiloguer, nous vous avons invité à nouveau afin d'évoquer avec vous ce qui reste à faire pour imposer définitivement l'échec au projet de modification ou de changement de la Constitution de notre pays. Et notre analyse, pour cette conférence de presse, se ramènera à trois points essentiels :

### **1-Le massacre des libertés publiques en Centrafrique ne peut plus durer**

Vous aurez sans doute compris que, ces derniers jours, des Citoyens centrafricains, vu leur avenir qui est en train d'être confisqué par le suicidaire projet de restauration du pouvoir à vie, avaient décidé de sortir pour manifester leur ras-le-bol. Ce que leur autorisent les lois de la République. Sauf, comme à ses habitudes, le régime de Bangui en mal de légitimité, a non seulement refusé d'autoriser la marche pacifique, mais tolère pour ne pas dire autorise ses associations satellitaires à menacer de sévices corporels et de mort des citoyens qui ne demandent rien d'autre que le respect de la Constitution.

Mais il y a bien pire...Au-delà de ces relents de plus en plus dictatoriaux, le pouvoir, malgré l'interdiction du ministère de l'intérieur (jeu politique ?), est resté muet et a donc de fait encouragé la marche du Front Républicain, spécialisé dans les discours de haine et les appels aux meurtres des voix dissonantes dans le pays.

Disons-le simplement et sans détour : *Nous ne sommes plus en démocratie*. De plus en plus, le caractère dictatorial et oppresseur du régime actuel ne fait que s'accroître. Un véritable outrage, une véritable insulte à la mémoire des héros de notre démocratie et de la liberté de nos Peuples (**Feux Barthélémy Boganda, Jean-Paul Ngoupandé, Pr Alphonse Blagué, Pr Abel Goumba, Me Henri Pouzère, Me Zarambaud Assingambi**, et nous en passons...).

Ceci étant dit, le G-16 continue et continuera à dénoncer avec force la dérive autocratique du pouvoir actuel, et à appeler la Communauté internationale à prendre la mesure des violations graves et systématiques des libertés publiques en Centrafrique. Le G-16 lance aussi un vibrant appel à la population : ensemble, restons éveillés, prêts à défendre nos droits et libertés face à l'inacceptable retour du monstre de la dictature dans notre pays. Nous avons été capables de vaincre ce monstre hier. Nous le pouvons encore aujourd'hui, avec l'aide de l'esprit de nos martyrs pour la cause de la démocratie en RCA.

## **2-La classe politique centrafricaine doit sortir de sa torpeur et s'engager clairement et sans équivoque dans la bataille**

Durant ce temps d'observation, il nous a été aussi donné de constater le manque à l'appel de la classe politique centrafricaine. Tout donne à penser que la terreur imposée par le régime en place a eu raison des partis et leaders politiques de notre pays. En effet, non seulement ils peinent à s'unir pour mener le combat crucial contre les vellétés de réinstauration du pouvoir à vie en Centrafrique, mais, même individuellement, on entend guère leurs voix. Est-ce par manque de stratégies ?

Quoiqu'il en soit, le G-16 appelle les leaders politiques aussi bien de l'opposition que de la majorité (lesquels sont contre le projet de changement de la Constitution en cours) à se ressaisir, à sortir de leur torpeur, et ceci par des actions concrètes, à l'Assemblée nationale comme dans les quartiers, pour qu'enfin, nous puissions faire front sur le terrain contre les vellétés de confiscation du pouvoir du Peuple.

L'exemple des pays frères de la Guinée Conacry, du Sénégal, de la RD Congo ou du Burkina Faso avec le *balai citoyen*, le *FNDC*, le *Filimbi* ou encore *Touche pas à ma Constitution* doit plus que jamais nous servir dans cette **lutte sans merci pour notre survie et celle de notre Nation.**

## **3-Les vellétés d'ingérence politique du Rwanda en Centrafrique ne passeront pas**

Il nous a été rapporté, de sources sûres et dignes de confiance, la forte implication du leader Rwandais dans les manœuvres actuelles. Il est en effet question que celui-ci finance l'inique référendum constitutionnel que

prépare le pouvoir actuel, dont le but n'est autre que de maintenir Touadéra au pouvoir.

Le G-16 met en garde le Président Kagamé contre toute action qui, non seulement constitue une ingérence dans les affaires intérieures de notre pays, mais qui se présente aussi objectivement comme une action contre le Peuple centrafricain. Il rappelle qu'en vertu de l'article 28 de notre Constitution, toute personne ou tout Etat qui prend part à un changement anticonstitutionnel de gouvernement dans notre pays aura déclaré la guerre au Peuple centrafricain.

Le G-16 appelle par conséquent le Peuple frère du Rwanda à s'unir à son action pour que pareil forfait ne soit pas commis en son nom.

**Fort de tout ce qui précède le G-16 dénonce avec vigueur toute manœuvre visant le bradage de la souveraineté nationale et lance un appel fort et pressant à l'endroit de l'ensemble des forces vives de la Nation (opposition démocratique, société civile, défenseurs des droits de l'Homme, compatriotes de la diaspora) en vue d'un front uni pour faire échec au projet en cours de changement de notre Constitution et d'installation du pouvoir à vie de M. Touadéra.**

Dès les prochains jours, nous mènerons des consultations officielles des différents acteurs en vue de dégager une démarche consensuelle de riposte pacifique et républicaine. A la population de rester éveillée et de se tenir prête pour répondre au mot d'ordre de la mobilisation générale qui sera bientôt lancée.

Tous pour une alternative crédible et démocratique au bénéfice du Peuple souverain !!!

Nous vous remercions !!!

**Le Coordonnateur national**



**Karl BLAGUE**

**Le Coordonnateur international**



**Jean-François AKANDJI-KOMBE**